

L'Union européenne en Méditerranée: Quelles politiques pour quelle puissance?

"L'Europe et les puissances émergentes dans un monde en mutation"
(ULg, 29 novembre 2013)

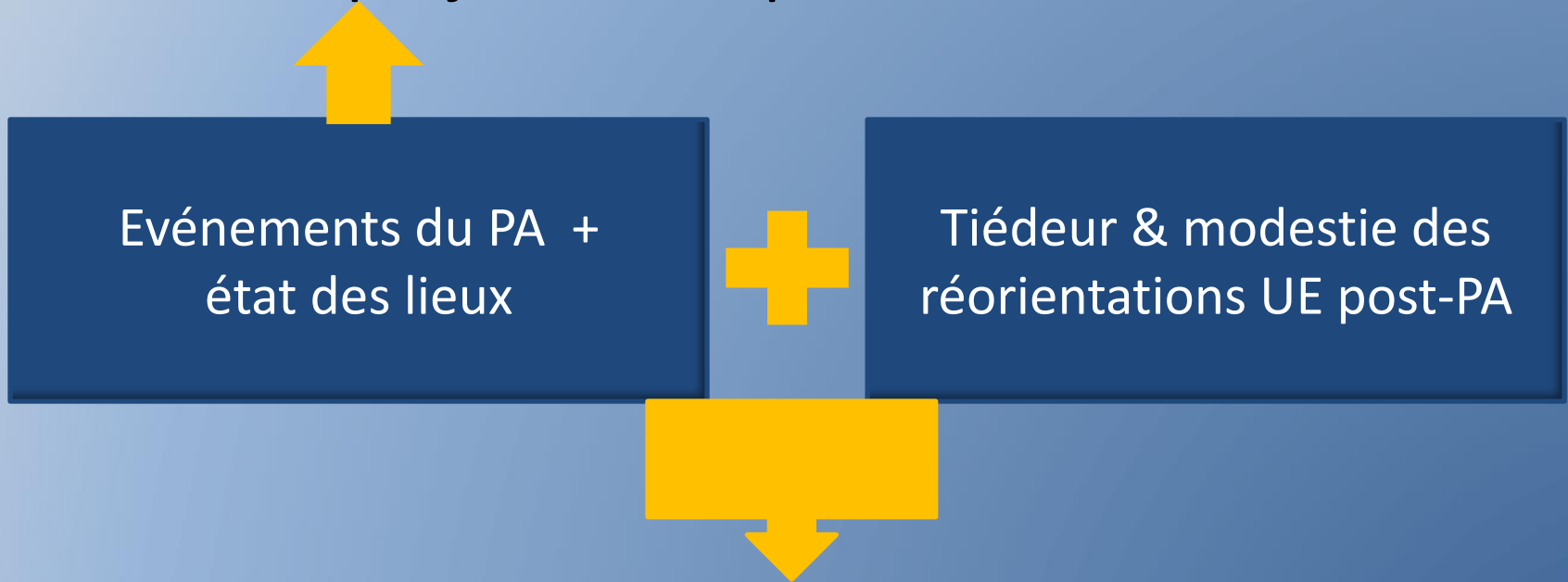
Elena Aoun
Professeure - UCL
Chercheure UCL – CECRI

Constats de départ

- La volonté de la CE/UE de jouer un rôle en Méditerranée : années 1970s...
- Illustre notion de
 - puissance civile / puissance normative
 - politique étrangère structurelle
- Objectif : apporter "*une contribution essentielle à la stabilité et au développement*" au travers de la coopération (Rapport annuel 1971 de la Commission européenne, p. xxvi).

Argument

- UE
 - "agenda-setter"
 - occupé l'espace de la coopération
- Mais sans projection de puissance effective



- Perspectives d'une réduction encore plus importante du rôle de l'UE

Plan

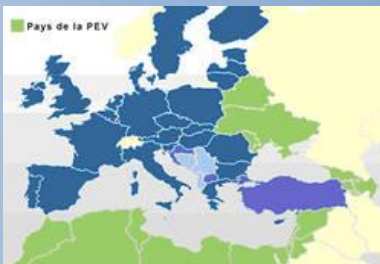
- I. Aperçu des initiatives CE/UE en Méditerranée
- II. Bilan de l'UE vecteur de paix & stabilité
- III. Bilan de l'UE vecteur de développement et démocratisation
- IV. Perspectives post-"Printemps arabe"

I. Aperçu des initiatives euro-med

Focale économique

Focale politique

- 1970s: Politique méditerranéenne générale
- 1990... Politique méditerranéenne renouvelée
- 1995... Partenariat euro-méditerranéen
- 2004... PEV



- 1973... Dialogue Euro-arabe



- 2008... Union pour la Méditerranée

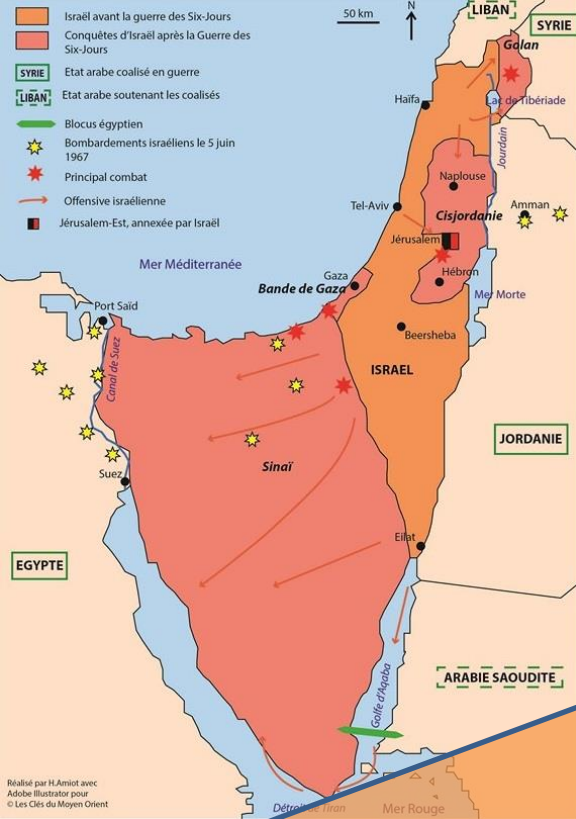


Le Sahara Occidental.
(Carte : S. Borelva / RFI)

II. L'UE, vecteur de paix et de stabilité

Conflit non réglé → Origines coloniales du conflit

- Position déclaratoire: appel de la population Sahraoui à la 4^{ème} convention de Genève / DI / DH
- Initiative: quasiment nulle
- - Marginalisation et radicalisation de la population Sahraoui
- - Persistance violations de la 4^{ème} convention de Genève / DI / DH
- - Politique concrète: coopération tous azimuts avec le Maroc
- - Source de tensions régionales
- - Légitimation du régime marocain en interne et par rapport au Maroc
- Evolution post-PA: aucune sinon > coopération avec le Maroc

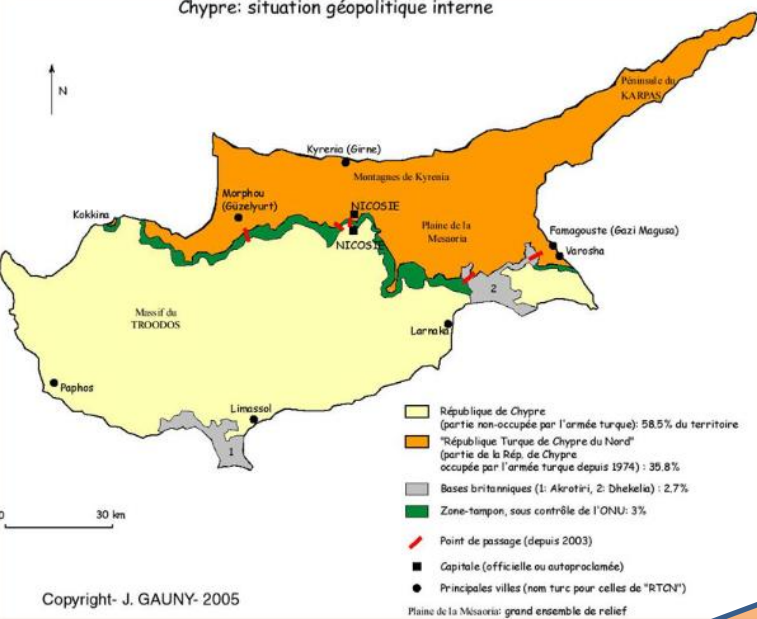


II. L'UE, vecteur de paix et de stabilité

- CIAR = 1^{er} dossier de la CPE

- Investissement exponentiel depuis Oslo (1993)
Conflit non réglé →
- Politisation des populations concernées (1993)
convention de Genève / DI / DH
- Politique déclaratoire : solution à 2 Etats
Liban; Syrie; Iran; Egypte...

- Initiative: quinquennat de la 4^{ème} convention de Genève / DI / DH
- Marginalisation et radicalisation des tensions régionales (Liban; Syrie; Iran; Egypte...)
- Persistance violations de la 4^{ème} convention de Genève / DI / DH
- Démultiplication des tensions régionales (Liban; Syrie; Iran; Egypte...)
- Légitimation des politiques des gouvernements israéliens à 2 Etats
- Evolution post-Oslo : aucune (y compris sur le dossier de Gaza)
- "Détricotage" de la solution à deux Etats



II. L'UE, vecteur de paix et de stabilité

- Chypre: 1^{er} EM-UE en situation de conflit

- Résolution du conflit non érigée en condition

Conflit non réglé →

- UE cautionne le refus de la population concernée d'une semaine de l'adhésion
- Evolution post-PA : aucune
 - Marginalisation de la population concernée
 - UE partie prenante aux bras de fer régionaux (Grèce / Chypre vs. Turquie / Chypre du Nord)
 - Légitimation de l'intransigeance grecque chypriote
 - Remise en question de l'UE comme vecteur de paix en interne

III. UE, vecteur de développement / démocratisation

- Démocratisation:
 - Focalisation sur sécurité interne de l'UE + préoccupations migratoires →
 - Privilégier la stabilité vs. réformes
 - Cautionner répression en interne
 - Non recours à la conditionnalité

Modernisation de
l'autoritarisme
(Aliboni, 2004)



III. UE, vecteur de développement / démocratisation

- **Développement**

- Quelques améliorations macro-économiques

MAIS

- Recettes néo-libérales → dégradation des indicateurs sociaux / érosion du "contrat social"
- Approche unilatérale (UE → pays Med)
 - "Colonialisme légal" (Tovias, 2010)
 - Protectionnisme formel & informel (ex. agriculture)
- Collusion [grandes entreprises européennes / intérêts économiques des cliques au pouvoir]

En synthèse...
4 décennies d'implication européenne en
Méditerranée



Remise en question de l'UE comme

Puissance normative

usant d'une

Politique étrangère structurelle

visant à socialiser ses partenaires à ses propres
valeurs

IV. Les perspectives post-PA

Tout en invitant les dirigeants à "*mieux prendre en compte les attentes*" des populations, elle a suggéré que "*le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité, permette de régler des situations sécuritaires de ce type*". "*C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays [l'Algérie et la Tunisie] de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité.*"

- Les réponses initiales : hésitantes, tardives, mitigées, réactives, variables...
- Plus de prudence après la chute de Ben Ali
- Variation selon que régimes alliés ou pas / stratégiques ou pas
 - L'action à l'égard de la Libye de Kadhafi la plus facile
 - Grande prudence Egypte
 - Critiques modérées des régimes alliés qui tiennent (Algérie, Maroc, Jordanie, Bahreïn...)
 - Démarrage très lent pour la Syrie



Propos d'Alliot-Marie, Min. aff. Intérieures en France, 12/01/2011
(Le Monde, 13/01/2011)

IV. Les perspectives post-PA

Les 3 M

- Money
- Markets
- Mobility

Les réponses « programmatiques »

- Commission européenne / SEAE: quelques communications et initiatives
 - “Partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée” (Mars 2011)
 - “Une stratégie nouvelle à l’égard d’un voisinage en mutation” (Mai 2011)
 - Aide au partenariat, aux réformes et à la croissance inclusive (SPRING, Support for Partnership, Reforms and Inclusive Growth) (Sept. 2011)
 - Facilité de soutien à la société civile
 - “Accroître l’impact de la politique de développement de l’UE: Un programme pour le changement” (oct. 2011)
 - Fonds européen pour la démocratie (nov. 2012)

More for more !

IV. Les perspectives post-PA

- Nouvelles communications & financements améliorent sans transformer les approches de la PEV
- Perceptions premières :
 - Le soutien de l'UE en deçà des enjeux
 - Mêmes préoccupations & logiques de fond :
 - Contrôle de la migration
 - Agenda économique libéral
 - Intérêts européens étroits
 - Conditionnalité floue
 - Diplomatie toujours ambiguë
 - Bahreïn
 - Maroc
 - Israël & Palestine...



Lampedusa : l'Europe assassine

Quelles conclusions ?

- Adaptations PEE & PEV post-PA :
 - Minimalistes au regard des enjeux
 - Aucun changement de logique
- Complexité et différences des situations post-PA → difficultés accrues de positionnement
- Contexte aggravant:
 - Affaiblissement économique (comme modèle et comme bailleur)
 - Affaiblissement de l'image démocratique / DH
 - Concurrence par de nouveaux acteurs (régionaux, émergents...)



Potentiel de l'UE comme puissance normative / PE structurelle
et sa place en Méditerranée
affaiblis

MERCI DE VOTRE ATTENTION

...

**ET PAR AVANCE, DE VOS
QUESTIONS !!!**